

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE 9 NOV. 2007

AFFAIRE SUIVIE PAR : C VIANDE
TEL. 04.76.60 48.54.

Dossier n° 29555

ARRETE N° 2007-09721

LE PREFET DE L'ISERE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

VU le décret n° 53-578, du 20 mai 1953, modifié ;

VU le décret n° 77-1133, du 21 septembre 1977, modifié, notamment l'article 18 ;

VU l'arrêté N°99-7432 en date du 12 octobre 1999, prenant acte de la cession d'une partie des activités de la Société RHODIA CHIMIE à d'autres Sociétés présentes sur le site de Roussillon et du maintien de ses propres activités « Organiques fines », « Phénol-Cumène », et « Intermédiaires » sur ce même site, réparties dans différents ateliers ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005- 15281 en date du 14 décembre 2005, ayant imposé à la Société RHODIA CHIMIE la réalisation d'une étude complémentaire et, si nécessaire, d'une étude détaillée des risques (EDR) au droit du site de la plate-forme chimique de Roussillon ;

VU l'étude référencée TD/06/06/023 réalisée par la Société RHODIA CHIMIE (DPIE) , en date du 15 septembre 2006 ;

VU le rapport du Directeur Régional de l' Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, Inspecteur des Installations Classées, en date du 3 Août 2007 ;

VU la lettre en date du 4 septembre 2007, invitant la Société intéressée à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques, en date du 13 septembre 2007 ;

VU la lettre, en date du 19 septembre 2007, transmettant au requérant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

VU la réponse du pétitionnaire, en date du 2 octobre 2007, proposant qu'un article relatif à la possibilité d'un accord formalisé par un document signé par les établissements présents sur la plate-forme chimique de Roussillon, soit mentionné dans le texte du présent arrêté ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 6 novembre 2007, précisant que le paragraphe proposé dans le courrier susvisé, peut être inséré dans le présent arrêté ;

CONSIDERANT que les études remises mettent en évidence un impact avéré sur les milieux de la plate-forme chimique de Roussillon, notamment sur le milieu des eaux souterraines ;

CONSIDERANT que les sols et les eaux souterraines situés au droit du site de cette plate-forme chimique, sont susceptibles de générer un risque de pollution à l'extérieur du site de la plate-forme chimique de Roussillon ;

CONSIDERANT que la Société RHODIA CHIMIE a contribué, ou contribue par la nature de ses activités, aux pollutions qui ont été précédemment mises en évidence ;

CONSIDERANT qu'il convient, en application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, d'imposer à diverses Sociétés présentes sur le site, et notamment à la Société RHODIA CHIMIE des prescriptions complémentaires destinées à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1er –La Société RHODIA CHIMIE, ci-après dénommée « exploitant », -Service Expertise Géologie Mines BP 7026 69191 SAINT-FONS Cedex, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires figurant dans le présent arrêté, pour l'exploitation des installations situées dans son établissement de la plate-forme chimique de Roussillon. sur la commune de SALAISE-SUR-SANNE.

ARTICLE-2-Characterisation de l'état des milieux

L'exploitant mènera toutes les investigations nécessaires en vue de connaître les usages réels des milieux et d'identifier les modes possibles de contamination.

En particulier, l'exploitant effectuera une recherche approfondie concernant les cibles « puits privés » et « captages AEP » .

La caractérisation de l'état des milieux sera basée autour d'un schéma conceptuel constituant le modèle de fonctionnement du site. Elle se basera si possible sur des mesures (milieux, sources, milieux exposition) et sera complétée en tant que de besoin par des modélisations pour orienter la recherche des zones impactées..

Les résultats des analyses pour les milieux caractérisés, devront être comparés à des valeurs de gestion réglementaires définissant le niveau de risque accepté par les pouvoirs publics pour l'ensemble de la population. Ces valeurs seront utilisées à titre de comparaison pour des voies et des scénarii d'expression pertinents.

En ce qui concerne le milieu « eau », on comparera les analyses obtenues aux valeurs issues des limites et références de qualité dans l'eau destinée à la consommation de l'eau potable (arrêté du 11 janvier 2007) dans le cas où il y a effectivement exposition, via l'ingestion d'eau.

Il sera également fait référence aux normes de qualité fixées dans les textes d'application de la Directive-cadre sur l'Eau 2000/60/CE, décret n°200-378 du 20 avril 2005, arrêtés ministériels des 30 Juin 2005 et 20 avril 2005 modifiés et circulaire d'application de l'arrêté ministériel du 21 mars 2007.

S'il y a exposition de la population via l'ingestion de denrées alimentaires ayant pu être impactées par le sol ou les eaux souterraines (après irrigation pour les végétaux), les concentrations en polluants dans es aliments, seront comparées à celles issues du Règlement européen CE/466/2001.

Dans le cas où la ressource en eau souterraine n'est pas encore utilisée, mais doit être préservée en vue d'un éventuel futur usage d'eau potable , on se référera aux critères de potabilité des eaux.

Enfin, les concentrations en polluants présents dans l'air extérieur, pourront être comparées aux valeurs réglementaires dans l'air ambiant extérieur.

Dans le cas où il n'est pas possible de comparer les résultats d'analyses à des valeurs de gestion réglementaires , une évaluation quantitative des risques sanitaires sera menée. Les substances seront prises isolément, sans procéder à l'addition des risques.

ARTICLE 3 – Gestion des pollutions et maîtrise des sources

Article 3.1—Choix des mesures

Les mesures de gestion des pollutions seront choisies en identifiant les différentes options possibles (traitement sur site, hors site, excavations, confinement, restrictions d'usage, etc).

Elles seront définies à la suite d'une étude explicitant l'ensemble de la démarche de gestion et sur la base d'un bilan coûts-avantages, en veillant à privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu, l'élimination des sources de pollution ou des points « chauds »,
- en second lieu, la désactivation des voies de transfert.

Les durées de traitement nécessaires seront prises en compte dans le bilan « coûts-avantages ».

Il sera précisé comment les mesures retenues :

- tiennent compte des investigations menées en application de l'article 2 du présent arrêté d'une part,
- permettent de répondre aux objectifs de la Directive-cadre sur l'eau n°2000/600/CE et à ses textes d'application, notamment pour ce qui concerne les substances dangereuses prioritaires (en particulier les HAP dont l'antracène).

Article 3.2.—Surveillance- restrictions d'usage

A l'issue des précédentes étapes, il sera précisé dans les mesures de gestion proposées par l'exploitant :

- les mesures de surveillance environnementales à maintenir et visant à évaluer l'efficacité des mesures de gestion retenues,
- les modalités d'exploitation et d'entretien éventuellement nécessaires au maintien de la pérennité des mesures de gestion,
- les éventuelles restrictions d'usage des sols et des eaux souterraines.

ARTICLE 4 – Délais

Les délais de transmission sont fixés comme suit :

- enquête sur les usages privés de la nappe, vulnérabilité des cibles, schéma conceptuel, et précisions sur l'extension des sources de polluants : le 30 septembre 2007,

- caractérisation de l'état des milieux extérieurs au site : le 31 décembre 2007,
- définition et proposition des mesures de gestion : 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5

L'exploitant cité à l'article 1^{er} pourra s'acquitter de certaines des obligations précisées dans le présent arrêté, dans le cadre d'un accord formalisé par un document signé par les établissements sur la plate-forme chimique dite de « Roussillon ».

Dans le cas d'un accord pour la réalisation de l'étude complémentaire commune pour tous ou partie de l'ensemble des exploitants du site, l'étude globale présentera les recherches approfondies pour chacun des exploitants inclus dans l'accord.

Chacun des exploitants détiendra un exemplaire de l'étude globale qu'il sera en mesure de présenter à l'Inspecteur des Installations Classées sur sa demande.

ARTICLE-6

L'article 4 de l'arrêté n°2005- 15281 en date du 14 décembre 2005, est abrogé .

ARTICLE-7 Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

ARTICLE-8- En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site , et les propositions d'usage futur du site, conformément à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, modifié.

Les mesures précitées, relatives à la mise en sécurité, comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire et au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ,et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise, dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article 34-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, modifié.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article 34-3 du décret précité. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrits par arrêté préfectoral, au vu du mémoire de réhabilitation..

ARTICLE 9 - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de SALAISE-SUR-SANNE, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 11 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 12 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de VIENNE, le Maire de SALAISE-SUR-SANNE et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société intéressée..

GRENOBLE, le - 9 NOV. 2007

LE PREFET

Pour le Préfet et par Délégation
Le Sous-Préfet chargé de Mission
le Secrétaire Général Adjoint


Gilles PRIETO